

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

**contrer la pauvreté
et la violence ici
comme ailleurs**

Lise St-Germain,
présidente du Centre
d'organisation
mauricien de services
et d'éducation populaire
(COMSEP)

Le présent texte a été écrit à la suite d'une formation du CDEACF intitulée Femmes, mondialisation et pauvreté : éducation et perspectives d'action. Ils s'inspire largement de la documentation remise à cette occasion.



Au Québec comme ailleurs, la mondialisation frappe plus durement les femmes que les hommes, et cela s'accroît si l'on considère le travail « invisible » lié à leur rôle de reproductrice.

Parlons d'abord si de mondialisation

Tout le monde entend parler de mondialisation, mot très à la mode et utilisé autant par les personnes qui en voient les bienfaits que par celles qui en constatent les impacts défavorables. Que l'on soit « pour » ou « contre », le phénomène existe en soi et se manifeste de plusieurs façons : accroissement des échanges commerciaux dans le monde, uniformisation de la production à l'échelle mondiale (à ce titre, McDonald est un bon exemple), circulation plus facile des biens, des services et des personnes, développement accéléré des technologies et des communications, etc. La mondialisation fait en sorte que, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, des milliers de dollars transitent chaque jour d'un pays à l'autre. Ce phénomène renforce le pouvoir des méga sociétés et du libre marché, et fait en sorte que le système capitaliste règne de façon absolue plus que jamais presque partout sur la planète. Ce phénomène est enclenché, il s'accroît et il est irréversible. « Le terme de mondialisation ou de globalisation désigne l'expansion de l'économie de marché néolibérale jusque dans les régions les plus reculées des États, et dans les derniers recoins de notre planète. L'économie de marché et le néolibéralisme ont entamé main dans la main ce processus de mondialisation, qui n'est certes pas le premier dans l'histoire, mais le plus rapide¹. »

Même si la mondialisation peut être perçue comme un facteur de progrès (vitesse des communications et des déplacements, accès à divers produits, etc.), elle s'inscrit dans un courant néolibéral qui place le profit au-dessus de tout. Au-dessus du social, au-dessus des besoins humains et, souvent, au détriment des droits sociaux et des droits de la personne.

Les conséquences de cette mondialisation sur les conditions de vie des femmes

Même si nous pouvons affirmer que la mondialisation affecte et bouleverse de manière générale les citoyens et citoyennes, plusieurs données nous permettent de dire que ce sont plus les femmes qui en payent le gros prix. La mondialisation a certes contribué à créer beaucoup d'emplois pour les femmes. Mais bien que ces emplois leur permettent de sortir des rôles traditionnels, ils sont trop souvent synonymes de « précarité », d'« exploitation » et de « détérioration des conditions de travail ».

« Pour les femmes, tout autour du globe, la mondialisation n'est pas un événement abstrait sur une scène surélevée. Elle est concrète et actuelle : des ouvrières du textile est-allemandes, près de la frontière polonaise, perdent leur emploi au profit de femmes du Bangladesh. Des Philippines nettoient les légumes et les cuisines au Koweït. Des prostituées brésiliennes proposent leurs services dans le quartier de la gare à Francfort. Des Polonaises soignent à prix cassés les personnes âgées en Allemagne. Des femmes vivant aux Caraïbes saisissent sur ordinateur les opérations des banques américaines². »

« Plus de 70 % de la population mondiale vivant dans l'extrême misère sont des fillettes ou des femmes... Et leurs salaires, partout dans le monde, représentent entre 50 % et 80 % de ceux des hommes³. »

Toujours à cause de la mondialisation, on note l'apparition d'une nouvelle industrie, en pleine croissance dans les pays du Sud, industrie qui prend souvent la forme du travail à domicile auquel sont de plus en plus confinées les femmes, surtout dans le secteur de la couture. Dans la revue *Manière de voir* (p. 54), on peut lire les propos suivants : « En 1990, un groupe

d'hommes d'affaires salvadoriens publiée dans le magazine américain de l'industrie textile, *Bobbin*, une publicité des plus parlantes. Mettant en scène Rosa Martinez, une jeune et jolie femme posant devant sa machine à coudre, l'annonce claironne : *Vous pouvez l'engager pour 0,57\$ de l'heure. Elle n'est pas seulement éclatante. Elle et ses compagnes sont connues pour leur industriose, leur sérieux et leur capacité à apprendre.* »

Le travail domestique est aussi en nette croissance dans le monde, au détriment des femmes, de leur valeur et de leurs conditions. L'Organisation mondiale du travail observe que le travail domestique représente la catégorie d'emploi la plus importante chez les filles de moins de 16 ans. En effet, près de 90 % des enfants domestiques sont des filles.

Dans *La femme mondialisée*, on peut lire que « l'exportation de femmes des Philippines comme femmes de ménage est un élément important de l'économie de ce pays ; les femmes émigrées retournent sept milliards chaque année aux Philippines » (p. 98). Et encore, dans le même ouvrage, qu'« en Grande-Bretagne, 2/3 des emplois créés depuis 1993 sont à temps partiel, et les femmes représentent 90 % de la nouvelle main-d'œuvre » (p. 69).

Qu'en est-il au Québec ?

La situation n'est guère différente dans les pays du Nord. Certaines statistiques nous démontrent qu'il est maintenant possible de devenir de plus en plus pauvre dans des sociétés de plus en plus riches, et que cet appauvrissement se produit surtout chez les femmes.

Au Québec comme ailleurs, les femmes s'appauvrissent, et les transformations politiques ou économiques se font souvent sur leur dos. « Les dernières décennies sont marquées par un appauvrissement considérable des femmes,

un phénomène qualifié de féminisation de la pauvreté. Ainsi, non seulement la pauvreté touche-t-elle plus les femmes, mais la durée de cette situation semble plus longue. Cette pauvreté observée chez les femmes est reliée à plusieurs facteurs dont l'augmentation des divorces et de la monoparentalité, la prolifération de formes atypiques et la précarité des emplois, le chômage structurel, etc. Ces différentes réalités entraînent des conséquences plus graves pour les femmes, du fait de leur position au bas de l'échelle des revenus⁴. »

Depuis quelques années, nous assistons en plus à un désengagement de l'État, entre autres dans les secteurs de l'éducation et de la santé, où les femmes sont présentes en grand nombre. L'État a aussi fait de nombreuses mises à pied dans le secteur public au Québec, dont 75 % de la main-d'œuvre est féminine.

En 1998, 68 % des emplois à temps partiel étaient occupés par des femmes. Comme elles travaillent moins d'heures et gagnent un plus faible salaire que les hommes (leur taux horaire est de 17 % moins élevé que celui des hommes), elles ont de la difficulté à satisfaire aux exigences d'admissibilité à l'assurance-emploi. Cela fragilise encore plus leur situation économique.

Ainsi, au Québec comme ailleurs, la mondialisation frappe plus durement les femmes que les hommes, et cela s'accroît si l'on considère le travail « invisible » lié à leur rôle de reproductrice. En effet, il est tout à fait juste de faire une association entre la maternité et la pauvreté des femmes. Dans son livre *Femmes et pauvreté*, Monique Dumais cite le Conseil national du bien-être social du Canada, qui souligne un fait étonnant : « Le résultat le plus troublant du présent rapport est sans contredit celui qui révèle l'existence d'un lien très étroit entre la maternité et la pauvreté. Trop souvent, une

« Pepsi a ouvert une usine " high-tech ", pour produire du Bikaneri bhujia, un petit plat indien autrefois produit à domicile ou dans de petites entreprises, le plus souvent par des femmes. L'usine en produit 50 tonnes par jour, ce que produisaient auparavant 80 000 personnes* ! »

* WICHTERICH, Christa. *Op. cit.*, p. 35.

grossesse en bas âge équivaut à un niveau de scolarité réduit et au phénomène éventuel de parent seul. La présence d'enfants accroît le risque de pauvreté des familles à deux conjoints, surtout parce qu'elle rend plus difficile la participation des épouses au marché du travail. » Dans le cahier de sensibilisation et d'éducation aux revendications québécoises de la Marche mondiale des femmes, on révèle qu'au Québec, en 1996, il y avait 309 440 familles monoparentales, ce qui représente 24 % de l'ensemble des familles avec enfants. Parmi celles-ci, 6 sur 10 vivaient dans la pauvreté, comparativement à 1 sur 10 pour les familles biparentales.

Par ailleurs, toujours dans *Femmes et pauvreté*, Monique Dumais cite une étude de Statistique Canada qui évalue le travail ménager accompli par une femme, en 1994, au Canada, à 15 580 \$ par an et à 26 310 \$ si elle est mère d'enfants de moins de cinq ans. « Les femmes exécutent les deux tiers des travaux ménagers accomplis au Canada, et elles continuent à assumer la plus grande partie de ces tâches même lorsqu'elles travaillent à l'extérieur du foyer⁵. » Cette réalité n'est pas seulement québécoise, elle est planétaire. « Près de 70 % du travail accompli sur cette planète est non rémunéré (approvisionnement, éducation, relations sociales, foyer, jardinage, travaux des champs)... La valeur estimée de ce travail est de 11 billions de dollars, près de la moitié de la production mondiale annuelle totale⁶ !... » Donc, en résumé, les femmes soutiennent une grande partie de l'économie mondiale et pourtant leur travail, familial et domestique, n'est pas reconnu. Cette non-reconnaissance devient un important facteur

de pauvreté des femmes qui, en plus d'être privées de salaire et de reconnaissance pour l'ensemble des fonctions qu'elles accomplissent, doivent imaginer des solutions de rechange pour leur survie et celle de leurs enfants.

Et l'éducation dans tout cela ?

D'abord, il est nécessaire de faire une distinction entre la situation des femmes au Nord et celle des femmes au Sud. Dans la revue *Manière de voir* (n° 44, p. 6), on peut lire que « dans beaucoup de pays, il est considéré comme normal d'envoyer prioritairement les garçons à l'école et de garder les filles à la maison pour travailler. Les filles consacrent jusqu'à 80 % du temps de plus que les garçons dans certains pays aux tâches ménagères. C'est pourquoi, sur les quelque 900 millions d'adultes analphabètes dans le monde, les deux tiers sont des femmes ». Malgré tout, on constate une nette progression, partout sur la planète, de l'instruction des femmes. Entre 1970 et 1990, dans les pays en voie de développement, l'écart entre la population masculine et féminine, en ce qui concerne l'alphabétisation des adultes et la scolarisation, a diminué de 50 %.

Toutefois, au Québec, même avec un système d'éducation public, certains problèmes persistent. « Il semble que les femmes participent de façon relativement importante à des activités d'éducation des adultes. Elles sont présentes en alphabétisation, elles s'inscrivent au secondaire,

*Partout dans le monde,
des femmes, des petites filles,
des mères, des sœurs, des
enfants sont séquestrées,
violées, exploitées, frappées,
tuées par des proches ou
par des étrangers.*

au collégial et à l'université. Cependant, on peut noter une certaine propension à entreprendre des études à temps partiel et de courte durée. De même, elles se dirigent plus vers une formation générale et, lorsqu'elles sont en formation professionnelle, ce sont surtout les secteurs traditionnellement féminins qui les attirent. [...] En fait, au-delà d'une accessibilité générale, il s'agit surtout de problèmes d'accès aux formations qualifiantes⁷. » Au Québec, plusieurs obstacles nuisent encore à l'accès des femmes à l'éducation. Notons, entre autres, l'absence d'une politique en formation continue, la non-reconnaissance des acquis non scolaires, la conciliation études-famille, l'absence de soutien financier pour les retours aux études notamment pour les mères (transport, frais de garde), l'impossibilité d'avoir recours au système des prêts et bourses dans le cas d'études à temps partiel et finalement, l'accès limité aux programmes de formation financés par Emploi-Québec pour les femmes sans chèque, c'est-à-dire celles ne recevant pas de prestations de la sécurité du revenu ou de l'assurance-emploi.

Comment réagir à tous ces constats ? Quelles pistes d'action permettront de renverser cette situation ? Que pouvons-nous faire collectivement pour lutter contre la pauvreté des femmes ?

Pauvreté, mais aussi violence

La violence à l'égard des femmes est elle aussi universelle. Elle est causée par les inégalités qui persistent partout dans le monde entre les sexes. La violence peut toucher toutes les femmes, peu importe leur statut économique ou social. Cependant, différentes réalités rendent certaines femmes encore plus vulnérables, notamment la pauvreté, la race, l'âge, l'orientation sexuelle ou encore un handicap.

Les violences que vivent les femmes se manifestent sous plusieurs formes : les coups, les agressions sexuelles, les mutilations, les paroles et les gestes offensants, le contrôle financier, les menaces, l'humiliation. Partout dans le monde, des femmes, des petites filles, des mères, des sœurs, des enfants sont séquestrées, violées,

« Nike possède 350 usines situées dans 30 pays différents dont les 4/5 se retrouvent en Asie. Ces usines emploient 400 000 personnes, dont 90 % sont des femmes. Conditions déplorables : rester debout au soleil, courir autour de l'usine le midi, s'agenouiller devant leurs supérieurs, rationnement de l'eau et des toilettes, etc.* »

* WICHTERICH, Christa. *Op. cit.*, p. 35

exploitées, frappées, tuées par des proches ou par des étrangers. « La violence bafoue les droits fondamentaux des femmes puisqu'elle menace leur dignité, leur liberté, leur sécurité et leur vie. [...] Partout des femmes s'insurgent contre la violence conjugale. À l'île Maurice, une formidable campagne a mené à l'adoption d'une loi qui protège les femmes maltraitées. Une troupe de théâtre, au Bénin, a encouragé les femmes à sortir du cercle de la pauvreté et de la violence. [...] En Amérique du Sud, des militantes boliviennes réclament le droit de vivre sans violence. Au Canada, des femmes autochtones soignent leurs blessures dans le respect des traditions en renouant avec les cercles de guérison⁸. » Dans presque tous les pays, des lois, des coutumes, des normes et des préjugés viennent souvent légitimer et cautionner ces violences. C'est pourquoi il faut revendiquer que « les États reconnaissent dans leurs lois que toutes les formes de violence à l'égard des femmes constituent une violation des droits humains fondamentaux, [...] que les gouvernements adoptent des mesures de prévention, de sensibilisation, d'éducation et de formation, mais aussi des moyens de lutter concrètement contre la pornographie et les agressions sexuelles, notamment les viols d'enfants [...] et, enfin, que les États facilitent les poursuites judiciaires contre les agresseurs et améliorent la protection des victimes⁹. »

Un projet porteur de changement

La Marche mondiale des femmes est la continuité d'un rêve de changement social né à la Fédération des femmes du Québec à la suite de la marche québécoise « Du pain et des roses » en 1995. Cette marche mobilisatrice

avait permis de rassembler des milliers de femmes et de sensibiliser la population aux problèmes de la pauvreté des femmes et de la violence qui leur est faite. Depuis un peu plus de quatre ans, des milliers de femmes de 143 pays dans le monde travaillent en réseau afin de se préparer à la grande Marche mondiale. Il existe actuellement 75 coordinations nationales et 3000 groupes qui se sont mis ensemble pour organiser, partout, des marches durant la semaine du 9 au 13 octobre 2000. Ces femmes marcheront pour demander aux gouvernements d'éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes. Chaque pays organisera donc des activités nationales, et l'événement culminant sur le plan mondial aura lieu à New York le 17 octobre 2000 devant l'Organisation des Nations Unies (ONU), alors que les déléguées des différents pays déposeront devant le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, les revendications des femmes : que les États fassent la promotion, par des mesures incitatives, du partage des responsabilités familiales et adoptent des mesures concrètes de soutien aux familles telles que des garderies adaptées aux horaires des parents, des cuisines communautaires, des programmes d'aide aux devoirs et aux leçons. Les revendications toucheront également à l'accès des femmes à des postes décisionnels et à la fin des compressions de personnel dans le secteur public, largement occupé par les femmes. Le Québec a 20 revendications réparties dans quatre grands volets liés à la pauvreté et à la violence : 1) l'instauration de programmes afin d'éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes ; 2) la redistribution de la richesse en regard de l'amélioration des conditions de vie des femmes ; 3) l'élimination de la discrimination envers toutes les femmes et 4) l'établissement de lois garantissant le respect des droits des femmes.

En appuyant la Marche mondiale, en participant à une action locale, régionale, nationale ou internationale, on contribue à mondialiser la solidarité, et par le fait même à contrer les effets de l'autre mondialisation sur les conditions de vie des femmes.

« Nous voulons entrer dans le prochain millénaire avec la certitude que nous pouvons changer le monde, le pacifier, l'humaniser. Nous marcherons donc de façon pacifique pour remettre l'être humain au cœur de nos préoccupations, pour mondialiser nos solidarités.

« Nous marcherons pour que le prochain millénaire inscrive à jamais l'exercice des droits fondamentaux des femmes comme indissociable des droits humains universels pour que l'ensemble des droits de la personne soient interdépendants, pour que l'égalité, la justice, la paix et la solidarité soient les valeurs dominantes.

« Nous marcherons pour enfanter un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité et pour faire en sorte que chacune et chacun aient à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre¹⁰. »

Au nom du Collectif de femmes de COMSEP, je vous souhaite de marcher dans votre région, à Montréal ou à New York. Là où vos forces et vos ressources vous conduiront, en toute solidarité avec les femmes d'ici et d'ailleurs dans le monde. Marcher pour espérer un monde meilleur, marcher pour affirmer son identité, marcher pour refuser la pauvreté des femmes et la violence qui leur est faite, marcher en solidarité avec toutes les femmes du monde !

1. WICHTERICH, Christa. *Lafemme mondialisée*, Solin, Actes sud, 1999, p. 12.

2. *Ibid*, p. 13.

3. « Le Monde diplomatique », *Manière de voir*, n° 44, 1999, p. 6.

4. DUMAIS, Monique. *Femmes et pauvreté*, Montréal, Médias Paul, 1998, 134 p.

5. STATISTIQUE CANADA. *Perspectives, condition féminine*, Canada, vol. 7, n° 2 (été 1994), p. 6.

6. WICHTERICH, Christa. *Op. cit.*, p. 11.

7. COLLECTIF LAURE-GAUDREAU. *Femmes, éducation et transformations sociales*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1997.

8. MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000. *Pas à pas pour changer le monde*, Bibliothèque nationale du Québec, 2000, p. 62.

9. *Ibid*.

10. *Ibid*.